



ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION



RAPPORT ANNUEL 2011





SOMMAIRE

FORMATION	2
RECHERCHE ET PUBLICATIONS	12
OUVERTURE VERS L'INTERNATIONAL	14
AFFAIRES EUROPÉENNES	19
DOCUMENTATION	23
ORGANISATION ET GESTION	24
ORGANIGRAMME	29



FORMATION

LA FORMATION INITIALE

LA PROMOTION JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Dernière promotion organisée selon le schéma de l'ancienne scolarité à 27 mois, la promotion Robert Badinter (2009-2011) a quitté l'École en mars 2011, suivie, au mois de décembre, par les élèves de la promotion Jean-Jacques Rousseau après 24 mois de scolarité.

Première promotion organisée selon le schéma de la scolarité à 24 mois, suite à la réforme de décembre 2009, la promotion Jean-Jacques Rousseau (2010-2011) a suivi la seconde partie du module Territoires au cours des mois de février et mars 2011.

Outre les cours traditionnels relatifs à la thématique de l'administration territoriale partagés pour partie avec les élèves de l'INET, les élèves de la promotion Jean-Jacques Rousseau ont également pu assister à une table ronde sur la garantie des libertés individuelles ainsi qu'à une table ronde sur l'aménagement urbain, animée par des acteurs de terrain (et clôturée par le ministre du Logement). Ces tables rondes ont été chacune suivies de visites de terrain (dans le premier cas dans des institutions comme le tribunal administratif, le tribunal de grande instance, la prison, un centre de rétention... ; dans le second via des visites de quartiers en PLU). Ils ont également assisté à une table ronde sur les évolutions en enjeux contemporains du droit de l'outre-mer et à une table ronde sur les réformes administratives territoriales en France et en Allemagne en partenariat avec la *Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften* de Speyer.

La scolarité s'est poursuivie avec le module Gestion et management public à partir du mois d'avril jusqu'au début du mois d'octobre 2011. Deux grandes conférences « entreprises », une journée de défense avec visites de terrain ont également été organisées.

Des bilans personnalisés, ayant pour but de permettre à chaque élève d'avoir une connaissance plus précise de ses capacités managériales, se sont déroulés durant les mois d'avril puis octobre et novembre 2011.

LA PROMOTION MARIE CURIE

L'École a accueilli la promotion Marie Curie en janvier 2011. Celle-ci bénéficie donc d'un schéma de scolarité désormais rôdé sur 24 mois, avec une organisation matricielle par modules qui propose un plus large espace-temps consacré à la pratique administrative sous la forme d'études de cas, de mises en situation, d'exercices interactifs, d'ateliers de simulation...

Le module Europe s'est déroulé de janvier à juillet 2011. Les élèves ont débuté les enseignements au travers du séminaire de négociation organisé à leur arrivée. Le séminaire d'intégration qui a suivi leur a permis de parfaire leur connaissance mutuelle. Plusieurs travaux et exercices pratiques leur ont permis en janvier de préparer leur départ en stage. Dans ce module Europe, l'apprentissage de l'interculturalité a été également au cœur de leur formation, avec l'organisation d'une journée d'échanges et de formation avec les élèves de la *Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften* de Speyer le 29 juin 2011. Outre une visite au parlement européen qui leur a permis de rencontrer plusieurs députés, les élèves ont également bénéficié de conférences de M. Jerzy Buzek,

président du parlement, de M. Michel Barnier, commissaire européen. De nombreuses conférences et études de dossier leur ont été proposées sur les questions européennes et internationales, avec des focalisations sur les questions de développement durable ainsi que sur l'actualité internationale liée au « printemps arabe ».

À partir de la mi-juillet, la promotion Marie Curie a débuté le module Territoires avec les élèves de la promotion Robert Schuman de l'INET. Un séminaire pratique de gestion de crise (organisé en partenariat avec l'INHESJ) qui place les élèves devant des situations d'urgence préfigurant celles auxquelles ils auront peut-être à faire face dans leurs futures affectations ainsi qu'un séminaire de média training leur ont notamment été proposés dans le cadre de leur préparation au stage Territoires, débutant en septembre 2011. Le module Territoires a également été marqué par la mise en œuvre d'un séminaire sur le dialogue social où les regards croisés de représentants de la société civile et de responsables publics ont apporté aux élèves les éléments nécessaires à une bonne appréhension du sujet. Plusieurs conférences sur les questions territoriales et les nouveaux équilibres institutionnels au sein des territoires leur ont été dispensés.

À l'issue de son stage, la promotion Marie Curie suivra à partir de la fin du mois de janvier 2012 la seconde partie des enseignements du module Territoires.



Un concours 2011 toujours très sélectif

Si elle a profondément transformé le contenu de la formation, la réforme de la scolarité n'a pas remis en cause le principe républicain du recrutement par concours, garantie d'impartialité et de transparence.

Le recrutement repose donc toujours sur trois concours d'entrée ouverts aux étudiants (concours externe), aux agents publics en activité (concours interne) et aux personnes ayant déjà une expérience professionnelle hors fonction publique et/ou un mandat électoral au sein d'une collectivité territoriale ou encore des responsabilités au sein d'une association (troisième concours). Au total, 1 373 candidats ont sollicité une admission à concourir à l'un des trois concours d'entrée dont les épreuves d'admissibilité se sont déroulées du 29 août au 2 septembre 2011, pour 80 places offertes (40 au concours externe, 32 au concours interne et 8 au troisième concours). Le taux de sélectivité s'est maintenu à un niveau élevé, avec 8,49% de reçus sur la base des candidats présents à la dernière épreuve (942 personnes pour les 3 concours).

La proportion de candidats reçus est ainsi de 1 sur 15 pour le concours externe, 1 sur 8 pour le concours interne et de 1 sur 12 pour le troisième concours.

Le taux de féminisation global (3 concours) est, quant à lui, en hausse puisqu'il atteint 37,5% contre 32,5% en 2010 et 36,25% en 2009 (38,75% en 2008, 36,2% en 2007 et 33,8% en 2006).

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES, OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL

Les trois promotions présentes en 2011 étaient les deux promotions sortantes Robert Badinter et Jean-Jacques Rousseau, dont les épreuves de classement ont eu respectivement lieu en février et octobre 2011, ainsi que la promotion rentrante Marie Curie, qui a bénéficié des cours préparatoires aux stages Europe et Territoires.

Au niveau du service des langues, les changements introduits depuis quelques années ont été consolidés. L'ENA a ainsi pu améliorer la qualité du recrutement et des modalités de travail des enseignants en insistant sur les notions de formation proche des besoins des élèves et d'homogénéité entre les différentes langues, tant du point de vue des sujets et des thèmes abordés que des difficultés linguistiques, des charges de travail et de l'animation des cours.

Le début de l'année 2011 a permis d'évaluer les niveaux de langue atteints par les élèves de la promotion Robert Badinter dans la dernière partie de leur scolarité.

Pour les deux langues vivantes obligatoires, le niveau atteint par les élèves a été évalué par rapport au Cadre Européen Commun de Référence (CECR) visant à mesurer la maîtrise effective de la langue dans un environnement professionnel.

Les objectifs définis en début de parcours avaient été les niveaux C2 en LV1 et B1 en LV2. Ces objectifs ont été assez largement atteints comme l'attestent les résultats des évaluations réalisées.

Pour la promotion Jean-Jacques Rousseau les objectifs avaient été les niveaux C2 en LV1 et B2 en LV2. Dans le contexte d'une scolarité réduite, ces objectifs ont été correctement atteints.

Ces progressions rapides des promotions Robert Badinter et Jean-Jacques Rousseau montrent la pertinence d'un travail constant et de l'individualisation des parcours (travail en petits groupes de niveaux, tutorat individuel et enseignement à distance pendant les stages). Ces approches ont été maintenues, sinon renforcées, tout au long de l'année 2011.

LA CLASSE PRÉPARATOIRE « DIVERSITÉ DES TALENTS ET ÉGALITÉ DES CHANCES » AU CONCOURS EXTERNE D'ENTRÉE À L'ENA (CP'ENA)

Pour la troisième année, 67 dossiers de candidature ont fait l'objet d'un examen approfondi par une commission de sélection suivi, pour 25 d'entre eux, d'une épreuve orale d'admission. Les onze jeunes femmes et quatre jeunes hommes sélectionnés proviennent de toutes les régions de France et suivent actuellement à Paris une formation de préparation aux épreuves du concours d'entrée externe auquel ils se présenteront en septembre 2012.

Le bilan établi à partir des deux premières classes préparatoires est positif. Un candidat sélectionné en 2011 a réussi le concours externe. Plus de la moitié de la première classe composée de 14 étudiants a été admissible à des concours de catégorie A+, dont une au concours de l'ENA. Trois ont été admis à des concours de catégorie A+ (Banque de France, EN3SS, directeur d'hôpital), cinq à un concours de catégorie A, trois sont en situation professionnelle, un a été admis au master d'HEC, trois ont suivi une nouvelle préparation à la CP'ENA.

Au sein de la deuxième classe préparatoire entrée en octobre 2010, les résultats sont très encourageants puisque sur les douze nouveaux étudiants, sept ont déjà une admission à un concours de catégorie A+ ou A.

LA PRATIQUE SPORTIVE

En 2011, dans le cadre de ses différentes missions, le service des sports a organisé et coordonné l'enseignement hebdomadaire de l'éducation physique et sportive obligatoire, inscrite dans le cadre de la formation initiale pour les élèves des promotions Robert Badinter, Jean-Jacques Rousseau et Marie Curie. Ainsi, 20 spécialistes ont encadré pas moins de 14 activités sportives différentes. Des activités physiques complémentaires ont été proposées, répondant ainsi aux demandes des promotions ainsi qu'à celles des élèves des différents cycles de formation, notamment relevant de la formation permanente.

Quelques rendez-vous sportifs en 2011 :

- rencontres de football avec l'INET, le Conseil Régional, le Conseil de l'Europe, « coupe technocratique » ENA/EHESP/INET
- rencontres de rugby
- séances de renforcement musculaire
- randonnée pédestre dans les Vosges
- 2^e course verte de l'ENA
- descente de l'III en aviron
- soirées équitation, plongée sous-marine, patinage sur glace...
- séminaires d'intégration de Ventron
- ascension du Grand Paradis
- descente de la Vallée Blanche
- tournois sportifs à la Maison d'Arrêt de Strasbourg.

Pour les personnels, régulièrement associés à ces rendez-vous, diverses activités sportives et d'expression sont proposées chaque semaine : aérobic, marche nordique, gymnastique d'entretien, tennis de table, salsa et yoga.

LE SERVICE DES ÉLÈVES ET DU CYCLE PRÉPARATOIRE

En 2011, le service des élèves et du cycle préparatoire (SECP) demeure à la fois le service de soutien individualisé auprès des élèves tout au long des diverses phases de leur vie à l'École, mais aussi d'organisation des moments forts de leur scolarité, tout particulièrement au moment de leur procédure de sortie et du choix des postes.

En 2011, le SECP a mené deux procédures de sortie, l'une en mars et la seconde en décembre, en appui avec les futurs employeurs.

Les élèves ou anciens élèves s'adressent au SECP pour obtenir des informations ou régler un problème administratif.

Ce même service se consacre également aux stagiaires des cycles préparatoires au concours interne et troisième concours (163 dossiers de première et seconde catégories).

Afin d'accroître la diversité sociale et géographique des candidats, l'ENA continue d'apporter un soutien financier aux 12 centres de préparation, dont 8 en province, avec lesquels les liens se sont officialisés au travers de conventions triennales et de chartes de la diversité. Certaines de ces aides s'adressent directement aux candidats, l'École a ainsi versé 20 aides financières (pour 60 demandes déposées) à des étudiants préparant le concours externe et 15 bourses à des candidats préparant le troisième concours.

Le SECP a aussi participé de façon active à la mise en place de la classe préparatoire intégrée (CP'ENA).

Une formation axée sur la pratique

Les stages

Les stages occupent une place centrale dans la formation initiale des élèves issus des concours. Pendant ces périodes d'immersion au sein de structures d'accueil, les élèves sont placés en situation de collaborateur d'un maître de stage de haut niveau reconnu pour son professionnalisme et son expérience, afin d'évaluer leurs compétences et leurs aptitudes à exercer des fonctions d'encadrement supérieur. Les élèves étrangers du Cycle international long bénéficient des mêmes mises en situation que leurs collègues français.

S'intégrant au sein des trois principaux modules pédagogiques qui rythment la scolarité, les stages permettent aux élèves de découvrir et de s'imprégner de la réalité, du fonctionnement et de l'organisation des administrations et des entreprises.

Le stage Europe, d'une durée de 17 semaines, se déroule dans différentes structures permettant à l'élève d'appréhender

les réalités européennes. En 2011, 47 élèves ont ainsi été affectés dans des structures européennes ou des administrations des États membres.

L'ouverture sur le monde n'a pas été pour autant négligée, avec des stages dans des représentations diplomatiques françaises en dehors de l'Union européenne : 5 en Europe, 4 sur le continent africain, 5 aux Amériques, 5 en Extrême-Orient et 5 au Proche et Moyen-Orient.

Les élèves du Cycle international long ont été affectés dans des administrations françaises, dans le réseau diplomatique français et au sein des institutions européennes.

Le stage Territoires, d'une durée de 22 semaines, s'effectue dans la plupart des préfetures de métropole et d'outre-mer et, pour 12 élèves, dans des collectivités territoriales (conseils régionaux, généraux, mairies de villes importantes ou communautés urbaines).

Ce stage vise à familiariser les élèves avec les réalités de l'administration à l'échelon local et à les mettre en responsabilité effective.

Enfin, le stage Gestion et management publics, d'une durée de quinze semaines, se déroule en entreprise ou au sein d'une structure de type associatif.

À cette occasion, les élèves se sont plus particulièrement investis dans l'analyse du fonctionnement managérial de l'entité d'accueil (gestion de projet et d'équipe, contrôle interne, dossiers financiers et budgétaires, etc.).

Par ailleurs, de nombreux stages sont également proposés aux fonctionnaires étrangers ainsi qu'aux administrateurs civils français récemment promus. C'est ainsi qu'en 2011, 211 de ces élèves ont bénéficié d'un stage dans les administrations françaises ou étrangères, représentant plus de 7 000 journées/stagiaire.

STAGES ORGANISÉS EN 2011 POUR LES PROMOTIONS JEAN-JACQUES ROUSSEAU ET MARIE CURIE

	ÉLÈVES ISSUS DES TROIS CONCOURS	ÉLÈVES DU CYCLE INTERNATIONAL LONG	TOTAL
Préfectures dont :	70	22	92
Préfectures de métropole	63	22	85
Préfectures d'outre-mer	7	0	7
Collectivités Territoriales dont :	6	6	12
Communes et intercommunalités	3	4	7
Régions	1	1	2
Départements	2	1	3
Postes diplomatiques bilatéraux	33	2	35
Postes multilatéraux et institutions européennes	31	9	40
Administrations étrangères	7	0	7
Administrations françaises	2	16	18
Organisations internationales	3	3	6
Entreprises	75	0	75
Associations	3	0	3
Total	230	58	288

COMBIEN DE STAGES DE TERRAIN ORGANISÉS EN 2011 ?

Cycles d'étude	Stages en 2011
Formation initiale	288
Cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs	31
Cycle international d'administration publique	39
Cycle d'intégration des officiers	8
Cycle international long	60
Cycle international court	32
Master européen de gouvernance et d'administration (MEGA)	6
Élèves de la KSAP ⁽¹⁾	2
Élèves de l'ENA de Tunis	15
Élèves de l'ENA de Rabat	7
Élèves fonctionnaires algériens (DGFP)	10
Élèves de l'Académie diplomatique de Vienne	1
Total	499

⁽¹⁾ École nationale d'administration publique de Pologne.

LA FORMATION CONTINUE

L'OFFRE DE FORMATION CONTINUE DE TYPE RÉGLEMENTAIRE

LES SÉMINAIRES DE MANAGEMENT POUR DIRECTEURS D'ADMINISTRATION CENTRALE

Organisés en résidentiel, un séminaire de prise de fonction s'est tenu fin mai 2011, permettant aux directeurs nouvellement nommés de confronter leurs expériences et de réfléchir ensemble à la conduite des réformes en cours et à leur mode de management. Il a réuni 24 nouveaux directeurs du 23 au 26 mai 2011 (14^e promotion) et a été proposé pour la troisième fois dans un nouveau format court de 3 jours.

LES STAGES POUR LES CHEFS DE SERVICE ET LES SOUS-DIRECTEURS

Trois stages de sensibilisation aux responsabilités managériales ont été organisés à l'intention des sous-directeurs et chefs de service d'administration centrale nouvellement nommés.

Ils ont concerné au total 71 personnes. Si le format du stage (2 jours) est resté inchangé, son contenu a évolué en faveur d'un renforcement des temps d'échanges entre les participants.

PROGRAMME INTERMINISTÉRIEL 2011 : FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES CADRES DIRIGEANTS DE L'ÉTAT

En relation étroite avec le Secrétariat Général du Gouvernement, l'École a mis en place un parcours destiné spécifiquement aux directeurs d'administration centrale. 4 actions de formation ont été organisées rassemblant 11 directeurs d'administration centrale autour des thématiques suivantes : techniques de communication et média training, développer une communication d'influence, stratégie de communication de crise et efficacité personnelle des dirigeants.

ENA - Paris |



LE CYCLE DE PERFECTIONNEMENT DES COLLABORATEURS PARLEMENTAIRES

Ce cycle, programmé entre les mois d'octobre et mars en partenariat avec l'Assemblée nationale et le Sénat, est également organisé sous la forme de modules composés de sessions hebdomadaires.

Les thèmes des modules sont : l'évolution des institutions, LOLF et modernisation de la gestion financière publique, les territoires, les questions européennes et modernisation de l'action administrative.

En 2010-2011, il a accueilli 25 collaborateurs de l'Assemblée nationale et 5 collaborateurs du Sénat et pour la première fois, 2 assistants parlementaires européens.

LA FORMATION DES AUDITEURS : DES FORMATIONS COURTES INTERMINISTÉRIELLES SUR CATALOGUE OU SUR-MESURE À DESTINATION DE FONCTIONNAIRES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

Le service de la formation des auditeurs reçoit tout au long de l'année des représentants français et étrangers des trois fonctions publiques, du secteur parapublic ainsi que du monde de l'entreprise.

Ainsi, les sessions de formation proposées ont pour ambition de parfaire une expertise et d'approfondir les connaissances sur les réformes et la modernisation des administrations, le management, la performance, la communication, les débats de société et les politiques publiques, l'économie et les finances publiques.

Le service a accueilli 1 623 auditeurs dont 981 français et 642 auditeurs étrangers. Cela représente plus de 15 000 journées/formations, soit près de 6% d'augmentation par rapport à 2010.

L'OFFRE DE FORMATION SUR CATALOGUE

LE PROGRAMME DE FORMATION 2011

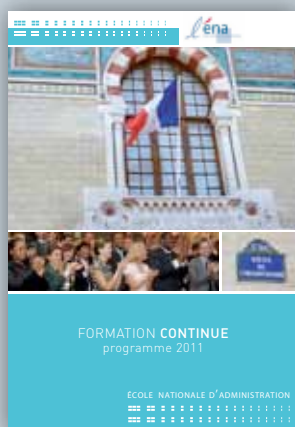
Une offre de formation sur catalogue performante et innovante a été proposée pour la première fois en 2011 aux cadres dirigeants français et étrangers des secteurs publics et privés. Cette nouvelle offre, riche et prospective, imaginée pour répondre à leurs besoins, est organisée autour de deux axes : développer son potentiel et connaître son environnement.

12 cycles thématiques, choisis au plus près de l'actualité et des évolutions de l'administration, couvrent tout le spectre du leadership, du management public, de la communication, de la réforme de l'État aux questions économiques et financières, internationales et territoriales.

Lieu privilégié de rencontre interministérielle, public-privé, européenne et internationale, ces formations conjuguent apports méthodologiques, exercices pratiques et témoignages animés par des experts de très haut niveau. Véritable succès pour l'École, ce programme de formation a généré environ 100 000 euros de recettes avec près de 500 participants.

LES CYCLES INTERNATIONAUX SPÉCIALISÉS EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (CISAP)

L'École propose depuis de nombreuses années une offre de formation sur catalogue à destination des hauts fonctionnaires étrangers : les Cycles internationaux spécialisés d'administration publique (CISAP).



Ces cycles, très appréciés au plan international, accueillent chaque année près de 500 auditeurs d'une centaine de pays différents. Il propose des sessions de formation de 2 à 4 semaines sur une vingtaine de thématiques différentes, dont la « *lutte contre la corruption* », « *gestion des ressources humaines et management public* », le « *métier de diplomate* ».

25 CISAP ont pu être organisés cette année (contre 23 en 2010) totalisant un nombre de 649 inscrits et de 567 auditeurs présents (contre 480 en 2010, soit une hausse de 18,12%).

5 cycles ont été organisés en langues étrangères (contre 4 en 2010), dont 4 en anglais (« *Management in the public sector* », « *Organisation of the parliamentary work* », « *Local government : trends and challenges* » et « *Fighting corruption* ») et 1 en espagnol (« *Gestión de los recursos humanos en la administración pública* »).

L'OFFRE DE FORMATION SUR-MESURE ET RÉPONSES AUX APPELS D'OFFRES

Ces formations sont organisées à la demande de partenaires publics, parapublics ou privés. Leur durée est variable et leur contenu est ajusté aux exigences et contraintes propres aux bailleurs de fonds.

Le service de la formation des auditeurs propose également l'organisation de sessions de formation sur-mesure en réponse à des demandes de partenaires extérieurs, tels que les postes diplomatiques, les administrations étrangères, des bailleurs de fonds multilatéraux ou institutions privées.

L'année 2011 a connu une augmentation importante de demandes de formations sur mesure. En effet, le service a réalisé plus d'une vingtaine de sessions issues de partenaires traditionnels ou de nouvelles collaborations. Ces sessions d'une durée variable d'une journée à 3 semaines ont accueilli un total de plus de 600 personnes, soit plus de 5820 journées/formation.

En 2011, des sessions de formation ont été organisées pour :

L'ESEN

Le Cycle supérieur de management, à destination des directeurs généraux des services des universités, mettant l'accent, dans une dimension comparatiste (autres fonctions publiques, autres universités en Europe) sur les compétences que doivent maîtriser les anciens secrétaires généraux devenus DGS en matière de gouvernance, de pilotage, de gestion financière et budgétaire, de contrôle et de ressources humaines.

L'EN3S

Une journée de formation sur la personnalisation des services publics.

Groupe La Poste

4 journées de formation qui ont rassemblé un total de 63 cadres stratégiques du Groupe sur le thème de l'organisation et l'action des pouvoirs déconcentrés et décentralisés sur les territoires.

4 journées de formation sur le thème Politique de la Ville qui a rassemblé 173 délégués.

La Mairie de Paris

15 audioconférences enregistrées. Cette offre technique et pédagogique est prometteuse de modes d'intervention diversifiés pour des conférences thématiques et élargit ainsi le champ des supports innovants de l'École.

Pôle Emploi

Appel d'offre remporté par l'École pour former leurs directeurs territoriaux sur le thème de la politique de l'emploi : deux jours de formations par mois pendant 12 mois.

L'École nationale de la magistrature

4 jours de formations sur les thèmes : « les moyens de la justice » et « la conduite du changement ».

Cour d'Appel de Lyon

Deux jours de formation sur le thème « déontologie » à destination de 15 cadres dirigeants de la région Centre-Est du ministère de la Justice et des libertés.

Association des départements de France

Une journée de formation sur le Protocole.

Ministère de l'Intérieur

Organisation de deux modules de formations de 2 jours sur les thèmes « responsabilité administrative » et « culture juridique administrative » à destination des sous-préfets.

African Centre for Ressources Studies

Une formation d'une semaine sur management et leadership pour 40 cadres supérieurs de l'administration nigérienne.

CFI (Canal France International)

3 journées de formation sur l'audiovisuel public français à destination de directeurs de chaînes publiques africaines.

LES CYCLES INTERNATIONAUX DE LONGUE DURÉE

UNE CROISSANCE IMPORTANTE DU NOMBRE DES CANDIDATURES

En 2011, l'ENA a examiné 437 dossiers de candidature représentant 72 nationalités à ses différents cycles de longue durée, qui comprennent 3 formations :

- le **Cycle international long** ou **CIL**, d'une durée de 18 mois et destiné aux étudiants et fonctionnaires débutants, âgés de moins de 35 ans. Les élèves du CIL de la promotion Jean-Jacques Rousseau ont achevé leur scolarité fin avril 2011. Les élèves du CIL 2011-2012 effectuent leur scolarité depuis le 1^{er} janvier 2011 avec les élèves de la promotion Marie Curie (2011-2012). Le 1^{er} décembre 2011, sont arrivés à l'ENA les élèves du CIL 2012-2013 qui, après une phase initiale d'un mois, vont accomplir leur scolarité durant 18 mois avec les élèves de la formation initiale 2012-2013, la promotion Jean Zay.
- le **Cycle international court** ou **CIC**, cycle généraliste d'une durée de 9 mois et destiné aux hauts fonctionnaires âgés de plus de 30 ans. Les élèves du CIC 2010-2011 sont arrivés au mois de novembre 2010 et ont achevé leur scolarité au mois de juillet 2011 après avoir suivi une partie de la scolarité en commun avec les élèves du Cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs (CSPA).
Du nom de Mahatma Gandhi, cette promotion a pu suivre, notamment, une journée d'échanges et de formation avec l'École de Guerre le 31 mars 2011 ainsi qu'avec des élèves de formation continue de l'ENM (École nationale de la magistrature) le 11 mai 2011. Les élèves de la promotion 2011-2012 du CIC sont arrivés le 2 novembre 2011 et ont suivi 3 mois de scolarité en phase de cadrage. Après leur stage, à partir d'avril 2012, ils poursuivront leur scolarité avec la promotion 2012 du CSPA.
- le **Cycle international d'administration publique** ou **CIAP**, cycle spécialisé d'une durée de 7 mois et destiné aux fonctionnaires âgés de plus de 25 ans et possédant déjà une expérience administrative.
Le CIAP 2010-2011, portant le nom de Molière, s'est déroulé du 1^{er} octobre 2010 au 26 avril 2011. Après la phase de cadrage au cours de laquelle les élèves ont acquis un socle commun de connaissances, et avant un stage pratique dans une structure administrative française, le cycle s'est réparti en trois filières de spécialisation : Administration-Institutions ; Relations internationales et Économie et Finances publiques. À ce cycle a succédé le CIAP 2011-2012, promotion Henri Dunant, qui a débuté sa scolarité le 3 octobre 2011, avec toujours trois filières de spécialité, et qui s'achèvera fin avril 2012.

83 ÉLÈVES RECRUTÉS

2011 enregistre une forte progression des candidatures, en hausse de 30% par rapport à l'année passée où l'École avait enregistré 377 candidatures.

Le bon niveau des candidatures a permis de recruter 28 élèves au CIL, 26 élèves au CIC et 29 élèves au CIAP, soit un taux de sélection de 23,11%. Ce taux de sélection est comparable à celui enregistré l'année passée (23,34% en 2009).

LES FORMATIONS DIPLÔMANTES

L'ENA dispose, au sein de sa direction de la formation, d'un Pôle masters qui gère toutes les offres de formations diplômantes. Pour répondre à la diversité des demandes et des publics au cours de l'année 2011, l'ENA a ainsi continué à enrichir son offre de formations permettant d'obtenir des diplômes co-délivrés par des établissements d'enseignement supérieur. Cette offre est destinée aux élèves des cycles internationaux de l'ENA et aux professionnels en activité. À cela s'ajoute le soutien apporté par l'ENA à l'organisation de masters délivrés à l'étranger. Le point commun de ces différentes formations diplômantes est la participation d'intervenants issus de la haute fonction publique et d'enseignants et tuteurs provenant du milieu universitaire.

Suite à l'ouverture d'un Master professionnel en administration publique générale avec l'Institut d'études politiques de l'Université de Strasbourg, les élèves étrangers inscrits dans le Cycle international long (CIL) ont désormais le choix entre trois types de masters 2 délivrés par des universités de renom pour compléter leur scolarité à l'École. Ce programme remplace le Master d'administration publique qui était jusqu'alors organisé par l'ENA sans partenariat universitaire. Ces masters prennent appui sur les cours délivrés par l'ENA dans le cadre de la scolarité des élèves étrangers. Ils permettent aux élèves de voir une partie de leurs enseignements validée dans le cadre du diplôme de master et de suivre un enseignement additionnel correspondant à la thématique qu'ils ont choisie. Les élèves doivent, en outre, rédiger un mémoire de recherche appliquée sous la direction d'un enseignant universitaire.

Pour la promotion Marie Curie, 28 élèves étaient inscrits dans l'un des trois masters suivants : Master professionnel en communication des institutions publiques, organisé en coopération avec le CELSA Paris IV – Sorbonne ; Master professionnel en affaires publiques organisé en collaboration avec l'université de Paris-Dauphine et Master en administration publique délivré par l'ENA.

Parallèlement, en octobre 2011, 6 anciens élèves des Cycles internationaux courts (CIC) ont également obtenu le Master en administration publique de l'ENA. Dans le cadre de la refonte de ces cycles prévue en 2012, ce programme a vocation à céder la place à deux parcours mastérisés, intégrés à la formation dispensée à l'École et eux aussi délivrés par des universités partenaires.

Outre ces masters destinés aux élèves étrangers, l'École continue de participer à l'organisation de formations diplômantes ouvertes à un public de professionnels extérieurs à l'École. Une nouvelle promotion du Mastère en gestion des risques sur les territoires (MGR) organisé en partenariat avec l'École internationale des sciences du traitement de l'information (EISTI) a débuté sa scolarité sur le site strasbourgeois de l'ENA en octobre 2011 avec 18 participants.

De leur côté, 27 participants ont entamé un Master en gestion publique organisé à Paris en partenariat avec l'Université Paris-Dauphine. Cette formation est compatible avec la poursuite d'une activité professionnelle et proposée à des étudiants en formation initiale ainsi qu'à des cadres d'administration centrale ou du secteur privé.

Afin de pouvoir prendre en compte les besoins et contraintes des administrations allemandes et françaises, une refonte du contenu et de la scolarité du Master européen de gouvernance et d'administration (MEGA) a été engagée avec les partenaires de ce programme franco-allemand (Paris I Panthéon Sorbonne, Sciences Po, Université de Potsdam, Université Humbolt de Berlin, ENA et Académie fédérale d'administration). Ce travail de réorganisation permettra le recrutement de candidats pour une formation remaniée au cours de l'année 2012.





RECHERCHE ET PUBLICATIONS

LE CERA

Le Centre d'expertise et de recherche administrative (CERA) de l'ENA participe à la recherche et à la diffusion des connaissances dans les domaines des politiques publiques et de l'administration comparée par le biais de colloques, de production d'expertise et de publications. L'École affirme ainsi sa présence dans les réseaux institutionnels de recherche en administration publique comme le Pôle européen d'administration publique (PEAP) et dans divers réseaux scientifiques internationaux. La publication de la Revue française d'administration publique (RFAP) contribue quant à elle de manière essentielle à ce rayonnement. Toutes ces activités ont également pour vocation d'irriguer la formation dispensée à l'ENA, qu'elle soit initiale, permanente ou diplômante. Le CERA a ainsi lancé une étude portant sur le parcours et les origines socioprofessionnelle des élèves issus des trois concours.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES ET ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Plusieurs manifestations importantes ont été organisées par le CERA en collaboration avec différents partenaires au cours de l'année 2011. Une table ronde « La démocratie administrative : de l'utilisateur au citoyen – Expériences alsaciennes » a ainsi été organisée en janvier. Elle a permis de débattre des résultats d'une étude scientifique menée dans le cadre du PEAP avec des praticiens et décideurs locaux afin de comparer les différentes expériences existantes en la matière. Ce sujet a par ailleurs fait l'objet d'un numéro double de la Revue française d'administration publique paru pendant l'été 2011.

Dans le même esprit, une table ronde de présentation a été organisée le 18 mai 2011 à Paris à l'occasion de la sortie du n° 136 de la RFAP, consacrée à « La révision générale des politiques publiques » avec la participation de certains contributeurs et du Directeur général de la modernisation de l'État. Il s'agit là du tout premier bilan scientifique de cette réforme majeure de l'État et de l'administration.

Les liens privilégiés qui se sont établis avec le département d'administration publique de l'Université internationale de Floride ont permis la tenue à Strasbourg le 13 septembre 2011 du premier dialogue en administration publique ENA/FIU, à l'occasion duquel des experts des deux institutions ont pu discuter de l'évolution comparée des systèmes d'administration publique en France et aux États-Unis.

Dans le cadre des relations bilatérales entre l'ENA et son homologue grec l'EKKDA et de l'aide multilatérale apportée par les pays de l'Union européenne à la Grèce pour la réforme de son administration publique, un grand colloque portant sur « Éthique et déontologie dans l'administration publique moderne » a été organisé à Athènes le 9 décembre 2011. Des intervenants français et grecs de haut niveau ont ainsi eu la possibilité de confronter leur expérience et leur analyse des difficultés rencontrées en la matière.

Enfin, dans le prolongement d'une première rencontre qui s'est tenue au mois de février, le CERA s'est associé à l'Euro-Institut de Kehl dans le cadre du PEAP pour organiser les 12 et 13 décembre 2011 une manifestation sur les cultures administratives transnationales. Un travail de collecte de données empiriques sur les cultures administratives qui caractérisent le fonctionnement de structures de coopération bi- ou multilatérales a pu être mené à cette occasion.

IMPLICATIONS DANS LES RÉSEAUX INTERNATIONAUX

En plus des partenariats bilatéraux illustrés par l'organisation de conférences avec des partenaires étrangers, le CERA a continué en 2011 d'affirmer sa présence au sein des associations et des différents réseaux scientifiques, tant nationaux et internationaux : l'Association internationale des écoles et instituts d'administration, ou l'Institut international des sciences administratives (participation à la conférence de l'AIEIA à Rome ainsi que celle de l'IISA à Lausanne), le Groupe européen d'administration publique (participation à la conférence annuelle du GEAP à Bucarest et implication dans le projet de recherche CRIPO sur les agences en Europe), ou encore lors du quatrième Dialogue euro-méditerranéen de management public qui s'est tenu à Rabat au mois d'octobre.

Le travail de réflexion et de suivi des grandes évolutions en administration publique passe également par l'accueil de chercheurs étrangers à l'ENA. Deux jeunes chercheurs hollandais et suisse ont ainsi été accueillis pour des périodes de trois mois chacun. Le dossier de demande de financement d'une chaire consacrée aux études d'impact en Europe a été évalué avec succès par le Cercle Gutenberg. Le CERA pourra ainsi accueillir cette chaire au cours de l'année 2012.



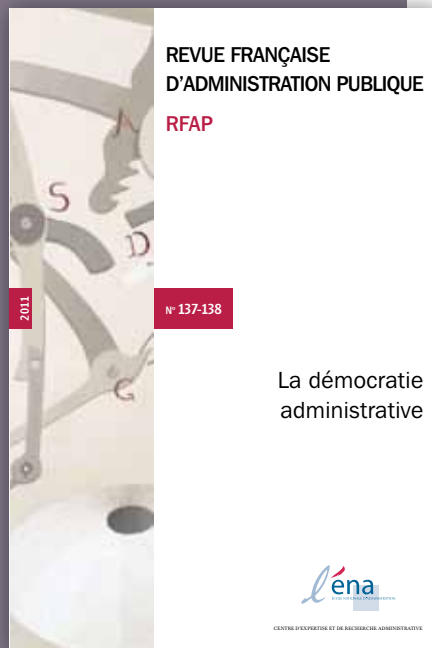
Publications

Fruit de travaux de recherche menés en partie en interne ou dans le cadre de projets collaboratifs, la Revue française d'administration publique a publié trois numéros au cours de l'année passée sur des sujets novateurs ou d'actualité :

- N° 137-138 : Vers une démocratie administrative ?
Des administrés aux citoyens (numéro double)
- N° 139 : Le défenseur des droits
- N° 140 : Éthique et performance en management public

L'intérêt croissant pour la revue s'est traduit au cours de l'année écoulée par une augmentation constante du nombre d'exemplaires vendus au numéro ainsi que du nombre d'articles téléchargés via le portail de revues en ligne CAIRN.

Outre les nombreuses publications individuelles émanant des chercheurs du CERA, l'année 2011 a par ailleurs vu la publication d'un ouvrage édité dans le cadre du PEAP et portant sur l'influence de la nouvelle gestion publique dans les réformes de l'État et de l'administration en Allemagne, en France et en Suisse.



OUVERTURE VERS L'INTERNATIONAL

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN 2011

ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Malgré le contexte de la crise, l'ENA affiche en 2011 une progression de ses activités internationales, qui se traduit en particulier par une forte hausse des recettes dues à la coopération bilatérale (+ 30%) et par une nouvelle progression de 20% (après une hausse équivalente en 2010) du nombre d'auditeurs étrangers accueillis en formations courtes (CISAP).

EN AFRIQUE ET AU MOYEN-ORIENT

Afrique du Nord/Moyen-Orient

Les mutations en cours amenées par les révolutions du Printemps arabe en 2011 ont pesé sur l'activité du département en compromettant des actions récurrentes (Syrie), ou nouvellement programmées (Yémen et Libye). Dans le même temps, les relations fortes existant avec le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et le Liban ont été confirmées, permettant le maintien de l'activité de l'ENA et de ses principaux partenariats avec notamment les ENA de Rabat et de Tunis, l'Institut des finances Basil Fuleihan de Beyrouth, l'Institut supérieur d'administration de Rabat et l'Institut national d'administration du Caire.



L'année 2011 a été caractérisée par de nombreuses évolutions positives

- Le printemps arabe, principale mutation géopolitique de l'année écoulée, a été l'occasion de repenser une coopération ancienne et profonde nouée par l'ENA avec l'ensemble de la région: dans certains pays l'activité s'est poursuivie sans à-coups (Liban, Maroc), dans d'autres elle a été réorientée pour mieux soutenir les processus de réformes, en particulier la décentralisation et la formation des diplomates (Égypte, Tunisie); l'ENA s'implique par ailleurs activement dans la mise en place du système de formation des fonctionnaires du futur État palestinien.
- L'ENA a poursuivi la diversification géographique de sa coopération en lançant ou relançant des actions sur tous les continents: Europe (Russie, Grèce, Italie, Balkans, Kazakhstan), Afrique (Gabon, Tchad, Éthiopie), Amérique (Argentine, Pérou, Équateur) et Asie (Afghanistan, Corée, Vietnam); on notera en particulier l'implication de l'École dans l'appui aux réformes administratives dans le cadre de l'aide européenne à la Grèce, et l'approfondissement de la relation avec la Chine à travers une seconde visite d'étude organisée par l'ENA dans ce pays pour des décideurs français des secteurs public et privé.
- À l'exemple du Master de gestion publique lancé par l'ENA avec l'Université de Saint-Domingue en 2008, un master du même type a été lancé avec l'Université de Phnom Penh au Cambodge en 2011, et un autre démarrera avec l'Académie de la fonction publique du Kazakhstan en 2012.
- Dans le cadre de ses activités académiques, l'ENA a organisé deux colloques de qualité à Paris pour le 20^e anniversaire du «triangle de Weimar» avec l'Allemagne et la Pologne, et à Strasbourg avec l'Université de Floride pour comparer la fonction publique aux États-Unis et en Europe (des résumés de ces rencontres ont été mis sur le site internet de l'École).
- Enfin, sur le front des appels d'offres, l'année 2011 a connu un chiffre d'affaires en baisse par rapport aux années précédentes (mais avec d'importants volumes de formations réalisées notamment en Ukraine et en Algérie); toutefois, les nombreux appels d'offres remportés en fin d'année annoncent une année 2012 bien meilleure et l'ENA, capitalisant sur son expérience reconnue et sur les bonnes relations qu'elle entretient avec ses partenaires étrangers, va apporter son concours à la réforme de l'administration publique à Saint-Domingue, à la formation des fonctionnaires au Kazakhstan et au sultanat d'Oman, à la décentralisation en Tunisie, et à la préparation de la présidence lituanienne de l'Union européenne.

Conséquence de la nouvelle donne au sein du monde arabe, l'ENA a été amenée à repenser sa coopération dans la région en appui aux processus démocratiques. Ainsi en Égypte, où l'ENA a été associée à la réflexion sur le processus de décentralisation, et en Tunisie où elle a remporté un projet de jumelage avec le centre de formation des fonctionnaires territoriaux, sur crédits européens. Par ailleurs, l'ENA a renforcé ses relations avec les Instituts diplomatiques égyptien et surtout tunisien, accompagnant ce dernier dans son projet de mutation.

Dans la région du Golfe où l'École était peu présente, l'ENA amorce une percée à travers de nouvelles coopérations avec le Koweït, qui souhaite confier à l'ENA la formation de ses hauts dirigeants, et le Sultanat d'Oman, où l'ENA a remporté un projet de modernisation de l'Institut d'administration publique de Mascate.

Enfin l'ENA apporte un soutien fort au projet palestinien, amorcé fin 2010, de mise en place d'un Institut de formation des cadres de l'administration, dans le cadre de l'appui du ministère des Affaires étrangères et européennes à la Réforme de l'administration palestinienne.

Afrique

L'année 2011 a été marquée par un net démarrage de la coopération avec plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne : Gabon, Tchad, Éthiopie. La signature d'accords de coopération avec les écoles d'administration du Gabon en 2010 et du Tchad en 2011 s'est traduite par l'organisation de nombreuses missions de formation et d'expertise, avec un total de plus de 1 000 journées/participants alors qu'aucune formation n'avait été réalisée en 2010. En Éthiopie, l'École a poursuivi son appui au Leadership Development Institute, projet de formation des cadres de l'administration éthiopienne qui a vu le jour en 2009, avec le soutien de la coopération française et du PNUD. Enfin, l'expertise de l'ENA a été sollicitée par la Commission de l'Union Africaine qui souhaite renforcer et renouveler la formation de ses cadres dirigeants.

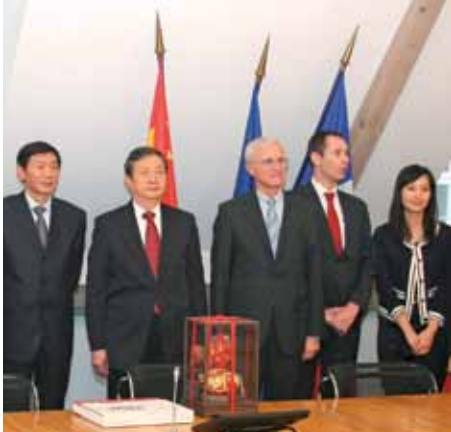
AUX AMÉRIQUES

L'année 2011 a consolidé l'effort de diversification de notre coopération sur le continent américain.

Une formation a été assurée par l'ENA sur le thème de l'élaboration du budget de l'État, dans la province de Salta en Argentine. En outre, les coopérations se développent avec l'Université de Buenos Aires et l'Université catholique de Buenos Aires.

Un accord de coopération avec l'Instituto de Altos Estudios Nacionales (IAEN) pour la formation des fonctionnaires équatoriens a été signé, ainsi qu'avec l'École de gestion publique plurinationale (EGPP) de La Paz. Ces deux accords prévoient l'organisation de missions d'enseignement par l'ENA dans les institutions partenaires qui n'ont pas encore pu se concrétiser pour des raisons financières. Cependant des résultats sensibles doivent être notés avec l'accueil de deux Boliviens en CIL et en CIC, et de trois participants équatoriens en CISAP.

Un accord de coopération a été signé par l'ENA avec le ministère des Relations extérieures du Pérou et l'Ambassade de France à Lima afin d'organiser des missions de formation en relations internationales pour de jeunes fonctionnaires et diplomates. Une première mission portant sur « La négociation internationale » a été assurée en décembre 2011. Un projet de création d'une école de fonctionnaires s'inspirant des principes de l'ENA et un projet de réforme de la fonction publique devraient se développer en 2012.



Visite d'une délégation chinoise,
M. Ma Kai, président de l'ENA de Chine
et Bernard Boucault, directeur de l'ENA

La coopération de l'ENA s'est poursuivie avec la République dominicaine, dans le cadre du Master en gestion publique organisé sous les auspices du ministère de l'Administration publique. Elle s'est approfondie avec l'École d'administration publique du district fédéral de Mexico (EAPDF) avec l'organisation d'une visite d'études et de deux missions d'expertise au dernier trimestre 2011.

EN ASIE ET OCÉANIE

La Chine est un acteur stratégique majeur et, en tant que deuxième économie du monde, elle pèse sur les grands équilibres mondiaux. Elle est pour la France, et pour l'ENA en particulier, un partenaire incontournable.

Ainsi, outre les nombreuses visites d'étude qu'elle organise chaque année en France pour des hauts responsables chinois, s'appuyant sur son réseau de partenaires et profitant de son rayonnement dans ce pays, l'ENA a organisé un voyage en Chine pour une délégation restreinte de décideurs français afin de leur permettre d'appréhender le contexte politique, administratif, économique chinois ainsi que les grands défis auxquels les leaders de ce pays sont confrontés.

Parallèlement aux actions menées avec la Chine, l'ENA poursuit le développement et la diversification de sa coopération avec d'autres pays importants de la zone, notamment :

- En Afghanistan, l'ENA accroît son engagement aux côtés de l'administration afghane dans le cadre de la coopération entre la France et ce pays en organisant des programmes de visites d'étude et de stage en France pour des responsables de différentes administrations et provinces.
- En Corée du Sud, l'ENA a confirmé son rôle dans la formation des jeunes diplomates de ce pays en signant une convention de coopération avec l'Institut des Affaires étrangères et de la sécurité nationale (IFANS) afin de poursuivre leur accueil dans ses différents cycles internationaux.
- Au Cambodge, l'ENA s'est associée à l'Université royale de droit et de sciences économiques (l'URDSE) afin de créer un Master de gestion publique conçu comme un master professionnel destiné aux fonctionnaires cambodgiens.
- La coopération avec l'Inde a repris avec l'accueil de 12 fonctionnaires de ce pays dans des cycles internationaux sur financement du ministère indien du Personnel. Cette dynamique permet d'envisager un renforcement des liens avec l'administration de ce pays.
- Enfin, les échanges avec le Vietnam se poursuivent avec l'organisation de plusieurs visites d'études pour des délégations de responsables provenant de différents ministères vietnamiens.

EN EUROPE

Outre la poursuite de nos actions en Europe, l'année 2011 a été marquée par l'organisation de plusieurs événements dont un colloque en septembre pour commémorer le vingtième anniversaire du Triangle de Weimar, en partenariat avec les écoles allemande et polonaise d'administration publique (BAKöV et KSAP).

L'année 2011 a vu la reprise de notre coopération avec la Russie qui était suspendue depuis 2008. L'action a été relancée avec deux principaux partenaires : l'École supérieure d'administration publique créée avec l'aide de l'ENA dans le cadre de l'Université Lomonossov de Moscou et l'Académie de l'économie nationale et de la fonction publique.

Dans les Balkans, la présence de l'École s'est renforcée par des actions de formation et d'échanges au profit d'académies d'administration publique ou d'administrations centrales de la Croatie, de l'Albanie, du Monténégro, de la Serbie et, pour la première fois, du Kosovo.

Pour ce qui est de notre coopération avec les pays de la Communauté des États Indépendants, notre partenariat avec l'Académie de l'administration d'Ukraine et surtout avec celle du Kazakhstan s'est poursuivi.

DES PROJETS D'ENVERGURE SUR FINANCEMENTS MULTILATÉRAUX

En 2011, l'École a répondu à 38 appels d'offres et financements multilatéraux et a été retenue à 32 reprises (84 % des cas).

28 offres ont été préparées et remises au cours de l'année 2011. Sur les 26 résultats définitifs connus à ce jour, huit projets ont été remportés par l'ENA (soit un taux d'attribution de 30,70 %).

Les projets remportés en 2011 sont les suivants :

Bulgarie

L'École a soumissionné à un appel d'offres destiné à soutenir l'Institut d'administration publique (IPA) dans le cadre d'un financement du Fonds social européen ; après annulation de cet appel d'offres, l'ENA a signé avec l'IPA un contrat cadre pour les années 2012 et 2013. Cet accord permet la commande d'actions de formation sur-mesure ainsi que des visites d'études à l'ENA. Les formations sont destinées à des fonctionnaires de l'administration bulgare et portent sur des thèmes liés au management public, à l'administration publique, à l'intégration européenne ou encore à la gouvernance électronique. L'accord prévoit également la possibilité de développer des projets en commun dans le domaine de la recherche.

Chine

L'École s'est associée à la direction de la protection civile du ministère français de l'Intérieur dans le cadre d'une subvention de la Commission européenne d'un montant de 5,6 millions d'euros et d'une durée de 4 ans. Le projet prévoit notamment l'appui à la mise en place d'un Master en gestion des risques à l'Académie chinoise de la gouvernance.

Croatie

La France a remporté un jumelage destiné à soutenir le ministère de l'Administration publique

croate dans la gestion des fonds structurels européens. L'ENA est partenaire du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, responsable pour le pilotage du projet. Celui-ci dispose d'un budget d'1,5 million d'euros et durera 21 mois.

Kazakhstan

Au mois de décembre 2011, l'École a remporté un appel d'offres destiné à soutenir l'Académie d'administration publique et l'Agence nationale de la fonction publique du Kazakhstan. Ce projet doit durer 4 ans et bénéficie d'un budget de 4,5 millions d'euros.

Lituanie

L'ENA a remporté au mois de novembre 2011 un appel d'offres financé dans le cadre du Fonds social européen d'un montant d'1,3 million d'euros et d'une durée de 9 mois. Dans le cadre de ce projet, 184 sessions de formations destinées à 400 fonctionnaires lituaniens seront organisées afin de les préparer à assurer la future présidence du Conseil de l'Union européenne.

Oman

L'ENA a remporté en juin 2011 un appel d'offres financé sur fonds omanais destiné à évaluer l'Institut d'administration publique et à formuler des propositions de réforme.

République dominicaine

En mars 2011, l'ENA a remporté le Programme d'appui à la réforme de l'administration publique en République dominicaine ; ce projet est d'un montant de 1,4 million d'euros sur financement de la Commission européenne et d'une durée de 3 ans.

Tunisie

L'ENA a remporté au mois de novembre 2011, un jumelage institutionnel financé par l'Union européenne d'une durée de 6 mois destiné à renforcer les capacités institutionnelles du Centre tunisien de formation et d'appui à la décentralisation (CFAD) qui a pour vocation de former les fonctionnaires locaux et territoriaux.

Ces nouveaux projets remportés par l'École sur financements multilatéraux et sur appels d'offres s'ajoutent à ceux mis en œuvre au cours de l'année 2011 : formations au management de l'économie en Algérie, appui à l'Institut des études européennes du Brésil, appui au renforcement des agences chargées de lutter contre la corruption en Croatie, appui au programme régional pour la cohésion sociale en Amérique latine, appui au renforcement de la gouvernance démocratique en République démocratique du Congo, formation des responsables de l'Union européenne et appui à l'Académie d'administration publique d'Ukraine.

LES VISITES D'ÉTUDES ET LES FORMATIONS SUR-MESURE, EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Les formations sur-mesure organisées en 2011 se sont inscrites pour une part dans la ligne des coopérations déjà conduites les années précédentes, avec, par exemple, le ministère de l'Intérieur marocain, l'Institut supérieur d'administration de Rabat et la direction générale de la fonction publique algérienne.

Au titre des nouveautés, on peut notamment citer une formation de trois jours pour Canal France International à destination de directeurs de chaînes publiques africaines et d'une semaine de formation pour 40 cadres supérieurs de l'administration nigériane.

De même, plusieurs visites d'études ont été bâties sur-mesure en 2011.

Un programme portant sur l'organisation du travail parlementaire, réalisé en collaboration avec l'Assemblée nationale et le Sénat, a été organisé à l'intention de représentants parlementaires afghans.

Des visites d'études sur des thèmes comme la politique agricole et la gestion publique ont été organisées dans le cadre d'un partenariat pluriannuel avec le gouvernement vietnamien pour la formation de ses hauts fonctionnaires au niveau central et local.

Enfin, de nombreux programmes de visites ont été organisés pour le compte de partenaires chinois anciens (ministère des Ressources humaines, Province de Canton, Province de Jiangsu, etc.) ou nouveaux (ville de Chongqing).

Au total, les visites d'études et les formations sur mesure en France et à l'étranger ont totalisé plus de 4 722 journées/participants en 2011.



La délégation française |

L'activité internationale de l'ENA en quelques chiffres au cours de l'année 2011

L'ENA a accueilli

77 personnalités ou délégations en visite officielle.

L'ENA a conduit

71 missions d'expertise représentant 778 journées d'experts, ainsi que 104 missions de coopération internationale, dont :

- 10 en Afrique,
- 23 en Afrique du Nord /Moyen-Orient,
- 14 aux Amériques,
- 8 en Asie,
- 49 en Europe.

L'ENA a organisé

168 formations à l'étranger (hors affaires européennes), qui ont totalisé 19 086 journées/participants, ainsi que 40 stages de fonctionnaires étrangers et 39 visites d'études en

France, qui ont représenté respectivement 797 et 4 155 journées/participants.

L'ENA a formé

212 fonctionnaires (ou futurs fonctionnaires) étrangers inscrits dans un cycle long et 567 auditeurs étrangers au sein d'un cycle spécialisé de courte durée, représentant respectivement 10 244 et 8 570 journées/participants, ainsi que la promotion du Master européen de gouvernance et d'administration (MEGA) avec 6 participants hors nationalité française (330 journées/participants).

L'ENA a assuré

des formations sur-mesure en France (hors affaires européennes) pour 75 auditeurs étrangers 567 jours/participants.

L'ENA a mené

des actions de formation aux affaires européennes incluant les préparations aux concours des institutions européennes, qui ont rassemblé 2 730 participants au cours de 195 journées de formation, totalisant plus de 5 547 journées/stagiaires.

L'ENA a attiré

des élèves et auditeurs de 91 nationalités différentes, dont 41 nationalités représentées dans les cycles longs, par le biais des élèves recrutés cette même année.

Au total, à la fin de l'année 2011, l'ENA compte 3 187 anciens élèves étrangers originaires de 124 pays.

AFFAIRES EUROPÉENNES

FORMER AUX QUESTIONS EUROPÉENNES

En 2011, l'ENA a poursuivi le développement des actions en faveur de l'appropriation de la construction européenne par les dirigeants du secteur public et du secteur privé, partout dans le monde.

PRÉPARER AUX CARRIÈRES EUROPÉENNES

LA PRÉPARATION AUX CONCOURS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

L'École propose depuis près de dix ans une préparation aux concours des institutions européennes qui a reçu le soutien des pouvoirs publics français. Elle est également recensée comme centre préparatoire pour la France par l'Office européen de sélection du personnel (EPSO), en charge du recrutement pour le compte des institutions européennes.

L'ENA propose des sessions de préparation pour l'ensemble des concours des institutions européennes publiés, quel qu'en soit le niveau (assistants, administrateurs, chefs d'unité). Ses formations concernent de plus chacune des étapes des concours (tests de présélection, épreuves d'évaluation), répondant ainsi à des besoins identifiés de formation.

En 2011, l'ENA a préparé 2 200 auditeurs au cours de 62 actions de formation et d'information sur les concours des institutions européennes, dont :

- 29 formations sur inscriptions individuelles, mises en place à Paris et Bruxelles, en journée et en soirée ;
- 12 formations organisées dans les États membres avec l'appui du ministère des Affaires étrangères, du réseau des Ambassades de France, de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), et des partenaires locaux ;
- 3 formations en Croatie, ainsi que 5 conférences d'information sur l'accès à la fonction publique européenne, dans le cadre de la convention-cadre signée en 2010 entre le ministère croate des Affaires étrangères, l'Ambassade de France en Croatie et l'ENA pour l'accompagnement des ressortissants croates dans la perspective de l'adhésion du pays à l'Union européenne ;
- 9 formations organisées à la demande de syndicats de fonctionnaires européens, à Bruxelles et Luxembourg.

Enfin, l'École a poursuivi ses réflexions générales sur les procédures de sélection aux niveaux européen et français au travers de deux événements :

- les Rendez-vous européens de Strasbourg ;
- et une conférence sur la réforme des concours délivrée par le vice-président de la Commission, Maroš Šefčovič, le directeur de l'ENA, le directeur de l'Office européen de sélection du personnel, David Bearfield, et le directeur général du Personnel auprès du Parlement européen, Yves Qutin.



L'année 2011 a permis d'une part de confirmer la pertinence et l'adéquation des formations délivrées : les résultats des concours au début de l'année 2011 confirment un taux de réussite augmenté des candidats ayant suivi une préparation auprès de l'École. En effet, l'ENA multiplie en moyenne par 10 les chances de réussite de ses participants.

LE CYCLE DES HAUTES ÉTUDES EUROPÉENNES (CHEE)

L'ENA a déjà organisé cinq formations annuelles d'excellence destinées à « former une nouvelle génération de responsables aux enjeux européens » et à préparer les décideurs provenant de différents horizons (secteurs privé et public, journalistes, élus, syndicalistes...) à mieux travailler ensemble. Aujourd'hui, le Cycle des hautes études européennes s'est imposé dans le paysage européen comme une formation incontournable à destination des dirigeants. La notoriété du cycle repose sur le caractère inédit d'une formation longue (sur 10 mois) marquée par la diversité du recrutement de ses auditeurs, la qualité de ses intervenants, l'originalité de la pédagogie proposée et sa dimension itinérante.

En 2011, la promotion était composée de 42 auditeurs représentant 10 nationalités différentes (chinoise, espagnole, française, grecque, italienne, marocaine, néerlandaise, portugaise, slovène et suisse).

Au cours des modules mensuels de formation, les auditeurs ont ainsi eu l'opportunité de se déplacer dans 17 capitales européennes. En juin, la promotion s'est rendue en voyage d'études à Lisbonne, où les auditeurs ont pu appréhender la situation spécifique du Portugal dans la crise.

Enfin, l'ancrage européen de cette formation unique en Europe est renforcé par la qualité et le fort investissement des personnalités ayant parrainé les différentes promotions. Après M^{me} Simone Veil, M. Jacques Delors, M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Felipe Gonzalez, la promotion 2011 a reçu le parrainage effectif de M. Mário Soares avec lequel les auditeurs ont eu l'opportunité d'échanger à trois reprises. La promotion a aussi été reçue par l'ancien Président de la République du Portugal dans le cadre de sa fondation éponyme à Lisbonne (Fondation Mário Soares).

LA REVUE ÉTUDES EUROPÉENNES (WWW.ETUDES-EUROPEENNES.EU)

Au cours de l'année, Études européennes a connu un fort développement : plus de 65 articles et entretiens ont en effet été publiés. Ce faisant, elle s'implante comme la revue des professionnels de l'Europe avec des publications fortement ancrées dans l'actualité européenne et des entretiens avec des personnalités européennes de premier plan.



LES PETITS DÉJEUNERS EUROPÉENS

Les petits déjeuners mensuels de l'ENA fonctionnent comme un club de réflexion sur l'actualité européenne.

En 2011, ils ont porté sur le thème de «la régulation financière en Europe». Onze députés européens ont débattu au cours de ces rencontres avec un public volontairement restreint de l'actualité européenne. Des comptes-rendus doublés d'entretiens filmés avec les députés invités sont disponibles sur le site de la revue Études européennes (www.etudes-europeennes.eu).

La plupart de ces rendez-vous ont lieu dans les locaux de l'ENA à Strasbourg au moment des sessions plénières du Parlement européen. Toutefois, pour la première fois en 2011, deux d'entre eux se sont déroulés dans la prestigieuse bibliothèque de l'ENA à Paris.

Les petits déjeuners européens sont organisés avec le soutien de la Caisse des dépôts et en partenariat avec Toute l'Europe et la DILA.

LES PORTES OUVERTES DE L'ENA AUX DÉPUTÉS EUROPÉENS

En janvier 2011, l'ENA a inauguré une nouvelle opération : l'ouverture de ses portes à Strasbourg aux députés européens lors d'un petit déjeuner suivi d'une visite des bâtiments. Visant à renforcer des liens déjà nombreux entre l'ENA et le Parlement européen, cette opération organisée avec les élèves étrangers de l'École a connu un fort succès. Elle sera rééditée en 2012.

FORMER À LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE

L'année 2011 s'est caractérisée par la consolidation de l'expertise de l'ENA en matière d'accompagnement des administrations nationales dans leur effort de préparation de la présidence tournante du Conseil. Cela s'est traduit par la mise en œuvre de nombreuses actions de formation à destination de cadres européens de la fonction publique et d'écoles européennes d'administration publique, en particulier auprès de l'administration danoise et chypriote. Signe de cette reconnaissance, l'ENA a remporté un appel d'offres conséquent pour renforcer les compétences de l'administration lituanienne, dans la perspective de leur prochaine présidence. Les formations afférentes à ce projet ambitieux seront mises en œuvre tout au long de l'année 2012. Enfin, sur cette même thématique l'École a fait paraître un ouvrage, *Le système présidentiel après Lisbonne*, dans le cadre de la nouvelle collection de l'ENA dédiée aux professionnels de l'Europe.

Par ailleurs, l'École a poursuivi ses projets de coopération avec différents États membres (Pologne, Roumanie, Lituanie notamment), États candidats ou potentiellement candidats (Kosovo, Monténégro).

Enfin, plus généralement, on peut noter également un approfondissement de nos activités qui concernent la zone Sud du bassin méditerranéen : l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Au total, les actions de formation conduites sur le thème de la gouvernance européenne ont rassemblé près de 720 auditeurs ayant participé à 81 journées de formation, soit un total de 1 800 journées/stagiaires. La durée moyenne d'une action de formation est de deux à trois jours.



Une session de travail
au Parlement européen

FORMER AUX POLITIQUES EUROPÉENNES

L'année 2011 a permis la consolidation de coopérations structurantes et le développement de nouvelles activités de formation aux politiques européennes.

Parmi les partenariats qui ont été renouvelés cette année, plusieurs motifs de satisfaction peuvent être mis en avant :

- La reconduction et la réussite d'un nouveau séminaire Start@Europe avec ESCP Europe. Cette nouvelle édition a réuni près de 800 étudiants originaires des campus de Londres, Berlin Madrid et Paris et rassemblé plus de 40 nationalités. Pendant trois journées au Parlement européen, les étudiants ont simulé une négociation, grandeur nature, sur la taxation des transactions financières.
- Le renouvellement avec succès du séminaire de préparation des candidats français au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) organisé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et européennes et avec le soutien du Secrétariat général des affaires européennes (SGAE).
- La consolidation des séminaires européens organisés avec le ministère de l'Intérieur dans le cadre du Cycle supérieur des études territoriales.
- L'ancrage des Rendez-vous européens de Strasbourg qui a notamment permis cette année de discuter au Parlement européen de deux nouveaux sujets de politiques européennes : l'impact de la crise financière sur le financement du développement local à long terme et les enjeux de la gestion du vivant.
- La poursuite du Cycle Horizon Europe qui offre un panorama complet sur les stratégies des principales politiques de l'Union européenne.

Plusieurs activités innovantes ont pu être développées en 2011 et méritent d'être soulignées :

- L'édition d'un nouvel ouvrage dans le cadre de la collection Professionnels de l'Europe. Cette publication, préfacée par Jacques Delors, dresse un bilan de 25 années d'activités et dévoile les grands enjeux à la veille de nouvelles négociations.
- La confirmation d'une expertise en matière de régulation financière et la mise en place des premières sessions sur cette thématique.
- Le développement de nouveaux partenariats avec l'INTEFP (Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) et l'ESEN (L'École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche).
- Le lancement d'un catalogue de formation continue et d'une offre sur inscription individuelle.

En 2011, la direction des affaires européennes a réalisé 43 actions de formation sur les politiques européennes, dont une dizaine au titre de la formation initiale, pour un total de 80 journées. Celles-ci ont réuni 1 800 auditeurs représentant environ 6 100 journées/stagiaires.

DOCUMENTATION

PRINCIPALES MISSIONS ET ACTIVITÉS DU CENTRE DE DOCUMENTATION EN 2011

- Développer et exploiter quotidiennement un fonds d'ouvrages et de revues en libre accès, organisé autour des enseignements dispensés à l'ENA, accessible sur place et pour partie à distance. Le centre de documentation propose ainsi un fonds de référence actualisé en sciences administratives plus particulièrement développé autour des institutions et du droit public, de l'organisation administrative au niveau central et territorial, de l'évaluation et du pilotage des politiques publiques, de la fonction publique, de la gestion et du management publics, de l'économie, de la réforme de l'État, des questions européennes et internationales, des questions sociales mais aussi de la communication publique et de la gestion des risques.
- Assurer une veille d'actualité sur l'ENA, la fonction publique, le management public, les politiques publiques et la réforme de l'État.
- Intervenir en appui aux enseignements et cycles de formation de l'ENA (réalisation de bibliographies, de dossiers documentaires, sélection de sites internet, formations...).
- Répondre aux demandes et recherches documentaires des élèves et personnels de l'École.
- Participer activement à l'alimentation des sites internet et intranet de l'École (répertoire thématique de sites, listes d'acquisitions, bibliographies, bases de données...).

Le centre de documentation de l'ENA est membre du réseau des CDE, Centres de documentation européenne et du RESP, Réseau des écoles de service public.

En 2011, deux projets de modernisation ont particulièrement mobilisé le service :

- l'évolution de son logiciel documentaire dans une version *full web*. À cette occasion l'interface publique du catalogue du centre de documentation a été entièrement revue et refondue, tout en introduisant de nouveaux services à ses lecteurs ;
- le lancement d'un panorama de presse en version électronique dorénavant accessible aux élèves en formation initiale : chaque semaine les élèves ont rendez-vous avec ce produit documentaire en ligne qui leur permet de suivre l'École dans son environnement institutionnel, la réforme et la modernisation de l'État, et les évolutions de la fonction publique, restant ainsi au contact avec cette actualité y compris pendant leur période de stage.



2011 : CHIFFRES CLÉS

- **47 058** ouvrages dont 2 722 nouvelles acquisitions.
- **640** abonnements à des périodiques (40% au titre d'échanges ou de dons) et une collection de périodiques couvrant plus de 1 200 titres.
- **1 706** nouveaux articles de revues spécialisées référencés.
- **466** lecteurs actifs et 276 nouveaux inscrits.
- **5 539** prêts (et autant de retours).
- **66 147** entrées au centre de documentation.
- **724** recherches documentaires.
- **189** bibliographies (43 nouveautés ou actualisations).
- **7 920** interrogations du catalogue de la bibliothèque (hors consultation par les agents du service).
- **plus de 54 000** consultations des ressources mises en ligne sur internet par le centre de documentation.

2011 : MOMENTS CLÉS

- **Janvier 2011** : · TP recherche d'informations européennes (promotion Marie Curie).
- **Mars 2011** : · Ateliers de formation des personnels sur l'information juridique et les trucs et astuces de la documentation.
- **Mai 2011** : · Journée de présentation de Légifrance organisée conjointement avec la DILA.
- **Juin 2011** : · Lancement du panorama de presse électronique.
· Nouvelle base «Revue sur internet» introduisant l'accès à nos ressources électroniques et proposant par thèmes et par zone géographique une sélection de revues incontournables.
- **Octobre 2011** : · TP recherches d'informations sur les politiques publiques (CIAP).
- **Novembre 2011** : · TP recherche d'informations sur les politiques publiques (CPENA, CIC).
· Exposition et dossier sur les 20 ans de la délocalisation de l'ENA à Strasbourg.
· Nouveau marché de gestion des abonnements pour mise en œuvre 2012.
- **Décembre 2011** : · TP recherche d'informations européennes (CIL).
· Lancement du nouveau catalogue du centre de documentation et passage en production sur le nouveau logiciel documentaire.

ORGANISATION ET GESTION

GESTION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT 2011

DÉPENSES	EN K€	%
Personnel	31 245	73,8%
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 075	26,2%
Intervention	0	0,0%
TOTAL DES DÉPENSES	42 319	100%
<i>Résultat : bénéfice</i>	<i>97</i>	
TOTAL ÉQUILIBRE du compte de résultat	42 416	

RECETTES	EN K€	%
Ressources de l'État	35 828	84,5%
■ subventions de l'État	35 828	84,5%
■ ressources fiscales	0	0,0%
Autres subventions	1 376	3,2%
Ressources propres et autres	5 212	12,3%
TOTAL DES RECETTES	42 416	100%

TOTAL ÉQUILIBRE du compte de résultat	42 416
--	---------------

COMPTE DE RÉSULTAT 2011

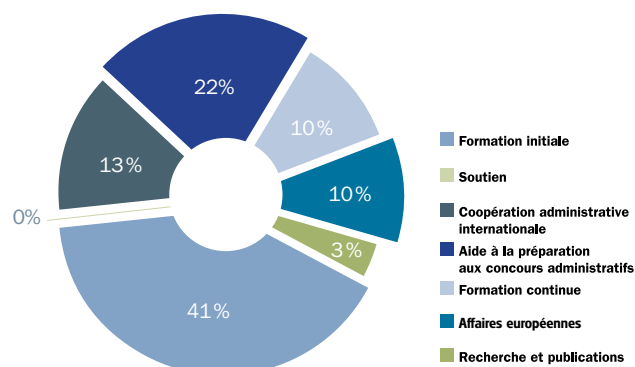
TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

EMPLOIS	EN K€	%
Insuffisance d'autofinancement	0	0,0%
Investissement	6 715	100%
TOTAL DES EMPLOIS	6 715	100%

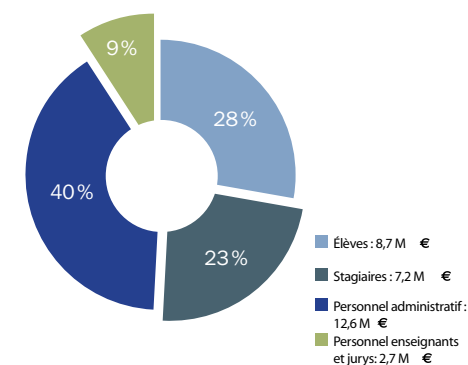
RESSOURCES	EN K€	%
Capacité d'autofinancement	1 182	97,8%
Ressources de l'État	0	0,0%
Autres subventions d'investissement et dotations	0	0,0%
Autres ressources	26	2,2%
TOTAL DES RECETTES	1 208	100%
<i>Prélèvement sur le fonds de roulement</i>	<i>5 507</i>	

LES MISSIONS EN 2011

(HORS INVESTISSEMENT Y COMPRIS DOTATIONS
AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS)



RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL EN 2011



PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES 2012

Le budget primitif 2012, voté par le Conseil d'administration le 30 novembre 2011, s'élève en fonctionnement à 42,3 millions d'euros de dépenses soit une réduction de 2,21 % par rapport à 2011.

Il prévoit une subvention nette de l'État pour charge de service public de 34,3 millions d'euros (35,5 millions d'euros en montant brut).

Ce qui représente une diminution de 4 % par rapport à la dotation 2011 (35,7 millions d'euros).

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'année 2011 a été marquée par la réforme et le renouvellement des instances de concertation de l'École.

Dans le cadre de la politique de rénovation du dialogue social conduite à l'échelle nationale, le comité technique d'établissement public de l'École a été créé par arrêté du 6 septembre 2011. Ses attributions sont adaptées pour y inclure les grandes questions concernant actuellement les administrations et leurs agents, et son mode de fonctionnement a évolué pour tenir compte de la suppression de la composition paritaire du comité. Il comprend en effet, outre le directeur et le secrétaire général de l'École, sept représentants titulaires du personnel et sept suppléants.

Dans le prolongement de cette réforme, les élections du 20 octobre 2011 ont permis la désignation des représentants du personnel au comité technique, ainsi qu'à la commission consultative paritaire de l'École, pour un mandat de 4 ans.

L'École a également réformé en 2011 la politique de rémunération de ses agents non titulaires sur emploi permanent de catégorie A : le dispositif mis en place en 2010 a été complété et amendé suite à l'étude menée par un groupe de travail associant les représentants du personnel et l'administration. L'amélioration de la grille de rémunération et l'instauration d'une part de rémunération à la performance ont ainsi été mises en œuvre dans le courant de l'année.

Situation des effectifs au 31 décembre 2011

Fonctionnaires (y compris 2 titulaires sur contrat)	155
Contractuels	50
Mises à disposition entrantes	5
Mises à disposition sortantes	5
Total	215
<i>Contractuels occasionnels</i>	6
<i>Contractuels sur convention de recette</i>	3
<i>Contrats uniques d'insertion</i>	2

S'agissant de la formation des personnels de l'École, 121 actions de formation ont été réalisées au bénéfice de 194 agents. Plus des trois-quarts des agents ont ainsi suivi au moins une formation. 242 dates de formations auront été proposées, soit pratiquement une formation chaque jour. Ces formations représentent près de 6 315 heures.

GESTION DU PATRIMOINE

STRASBOURG - FIN DE LA CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION SUR LE SITE DE LA COMMANDERIE SAINT-JEAN

La livraison en septembre 2011 du nouveau bâtiment D de l'École à Strasbourg achève le mouvement de complète réorganisation immobilière conduit par l'ENA. Celui-ci s'est effectué en conformité avec les orientations retenues par la communication en Conseil des ministres du 22 octobre 2003 qui a décidé le regroupement à Strasbourg de l'essentiel des activités de l'École et aux décisions interministérielles arrêtées au printemps 2004 pour leur mise en œuvre.

Après une phase « travaux » de presque 18 mois, les personnels du secrétariat général, l'agence comptable, ainsi que ceux du service des recrutements et des évaluations ont pu s'installer dans un bâtiment neuf et moderne.

Parallèlement à la mise en service du nouveau bâtiment, le site provisoire de la place de l'Hôpital a été restitué à la Ville de Strasbourg le 31 décembre 2011.

Un projet de haute qualité environnementale (HQE)

Dès la conception de cette opération, l'ENA a intégré une démarche HQE conforme à la politique de développement durable qu'elle mène au quotidien. En plein cœur d'un quartier historique de Strasbourg, la localisation du futur bâtiment appelait une architecture moderne soignée combinée aux impératifs d'une certification de haute qualité environnementale.

Dans cet objectif, les deux premiers audits de certification HQE ont été réalisés par l'organisme compétent en cette matière en janvier et septembre 2009. Ils ont validé les choix faits par la maîtrise d'œuvre, en accord avec l'École, dont les cibles principales tendent essentiellement vers un confort d'usage amélioré et la recherche d'économies d'énergie.

L'audit final, réalisé en octobre 2011, est venu clore la procédure de certification et fait du bâtiment d'extension de l'École le premier bâtiment tertiaire à recevoir une certification HQE sur Strasbourg.



Les principales dates du projet

- **Début 2006**, lancement de la réflexion sur le programme de construction d'un bâtiment d'extension du site de la Commanderie.
- **12 avril 2007**, décision du Conseil d'administration confirmant le lancement officiel du projet de construction.
- **Mai 2007**, recrutement de la SERS au titre de mandataire, maître d'ouvrage délégué.
- **Juillet 2008**, choix du maître d'œuvre, cabinet Patrick Schweitzer, Strasbourg.
- **Du 17 novembre au 19 décembre 2008**, réalisation des fouilles archéologiques préventives sans découverte majeure.
- **2009**, phase « études » (APS et APD, permis de construire, certification HQE).
- **Mars 2010**, début des travaux de construction.
- **Octobre 2010**, fin du gros œuvre.
- **Fin août 2011**, livraison du bâtiment.
- **Fin septembre 2011**, installation des personnels.
- **Novembre 2011**, mise en service de 7 nouvelles salles de cours et de 2 amphithéâtres de 48 places chacun.



Nouveau bâtiment,
allée Jacmel



Amphithéâtre du nouveau bâtiment |

Des bureaux et des salles de cours occupent pour l'essentiel une surface utile brute de 2 898 m², soit 3 040 m² de surface hors œuvre nette pour un budget global de 10 M€.

Ce bâtiment a été construit sur un terrain d'assiette cédé à l'État par la Ville de Strasbourg à l'euro symbolique.

GESTION DU SYSTÈME D'INFORMATION

Une opération de renouvellement de l'intégralité du parc des ordinateurs, accompagnée de la refonte complète de la gestion du poste de travail, a été menée, apportant confort, sécurité et rapidité aux agents et élèves.

Accompagnant le renforcement et la sécurisation de notre infrastructure technique, les premières étapes de la mise en place d'un plan de reprise d'activité (PRA) ont été lancées afin d'offrir une meilleure garantie de fonctionnement et de disponibilité des services informatiques de l'École. L'usage massif de la virtualisation permet également une diminution importante de l'empreinte énergétique du système d'information de l'École.

Pour sa troisième année de fonctionnement, l'outil de planification et de gestion intégrée des actions et missions de formation (ELENA) s'est vu doté de plus de 340 évolutions fonctionnelles concernant 729 actions de formations et 8300 interventions pour plus de 2 300 participants (élèves, auditeurs, etc.).

Cette année a également vu l'intégration et le renforcement des procédures comptables, du traitement de la ventilation de la paie et des charges à payer en liaison avec ELENA et les outils de paie et de comptabilité.

La nouvelle plateforme d'enseignement à distance Moodle est désormais utilisée par la majorité des participants aux formations de l'École. En 2011, 499 élèves ou auditeurs de 12 formations (2 formations initiales, 10 formations permanentes ou ponctuelles) ont accédé en ligne à leurs contenus pédagogiques et administratifs et à de nombreuses activités interactives (questionnaires d'évaluation, rendus de rapports, devoirs en ligne...).

Le nouveau bâtiment D dispose désormais de salles audiovisuelles et d'un amphithéâtre disposant d'un niveau d'automatisation poussée, offrant un meilleur confort de travail aux intervenants.



UNE ÉCOLE OUVERTE

L'ENA a ouvert ses portes au grand public à l'occasion des Journées européennes du patrimoine qui ont rassemblé environ 4 000 visiteurs sur les sites parisiens et strasbourgeois et d'une journée portes ouvertes fin du mois de novembre. Des visites à destination de publics variés, (étudiants, lycéens, associations...) français ou étrangers sont organisées tout au long de l'année.

La stratégie de communication vers les médias « les élèves parlent de leur école » a été largement suivie durant 2011. Un film d'une durée de 8 min. présentant les élèves, leurs parcours et leurs motivations est en ligne sur ena.fr et sera suivi d'un autre reportage sur les élèves étrangers.

La communication web s'est enrichie, avec la mise en place d'un compte Twitter pour l'École. Sur le site web ena.fr, les présentations de l'offre de la formation continue, des masters, et des cycles internationaux ont été complètement revues, afin de gagner en lisibilité et de s'adapter aux récentes évolutions de ces formations.

« 20 ANS DÉJÀ, STRASBOURG CÉLÈBRE L'ENA »

2011, une année d'anniversaire pour l'École, celui de son implantation à Strasbourg décidée 20 ans auparavant par le Premier ministre d'alors.

Le 7 novembre dernier a été marqué par deux événements placés sous la présidence du ministre de la Fonction publique, l'inauguration du nouveau bâtiment et la célébration du 20^e anniversaire de la présence de l'École à Strasbourg. Les différentes interventions des personnalités présentes ont illustré le consensus d'aujourd'hui sur les conséquences positives de ce transfert : il a d'abord permis de renforcer la dimension européenne de l'École dans sa formation initiale, son offre de formation permanente, et son rayonnement. Il a aussi changé le climat dans lequel vivent les élèves. L'effet « campus » de Strasbourg a permis de créer un véritable esprit de promotion, une solidarité entre les élèves.

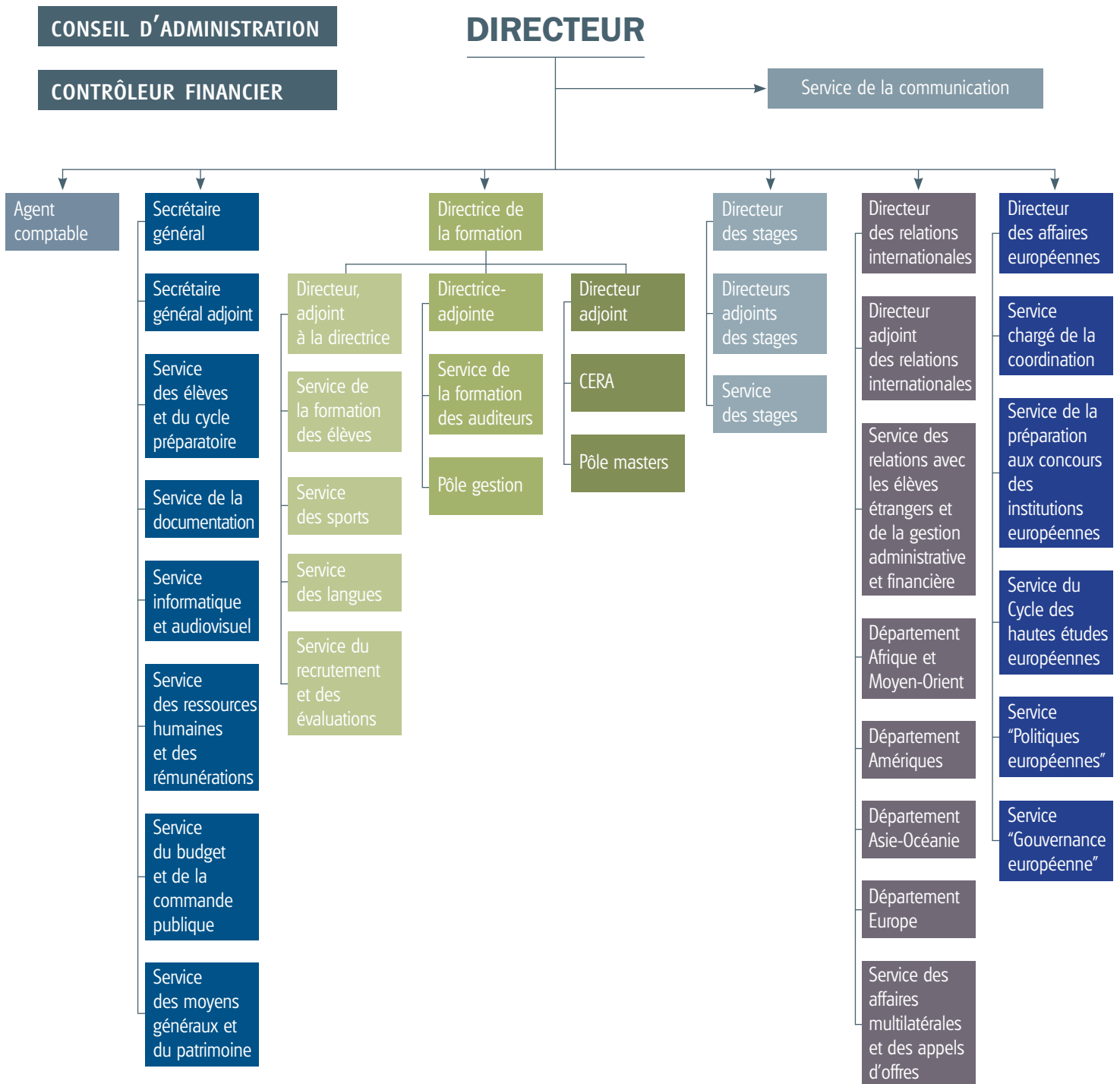


| Envol, Jivko



| Roland Ries, maire de Strasbourg, François Sauvadet, ministre de la Fonction Publique, Bernard Boucault, directeur de l'Ena, Philippe Richert, ministre des Collectivités territoriales

ORGANIGRAMME





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

1, rue Sainte Marguerite
67080 Strasbourg Cedex
Tél.: +33 (0)3 88 21 44 44
Fax: +33 (0)3 88 21 44 59

2, rue de l'Observatoire
75006 Paris Cedex
Tél.: +33 (0)1 44 41 85 00
Fax: +33 (0)1 44 41 86 49

www.ena.fr
twitter.com/ena_fr

